



Fédération Syndicale Unitaire

Déclaration FSU CDEN du 11.10.2022

La crise sanitaire qui dure, la crise climatique de cet été entre sécheresse et incendies, la crise économique qui impacte nos concitoyens, nous ont rappelé à quel point l'action de l'état est la seule garante de l'intérêt général aussi bien pour la planète que pour les humains. Parce que les **enjeux à tous points de vue sont l'affaire de tous**, ils ne peuvent être laissés à la merci des marchés économiques il est plus que temps de reconstruire un service public de qualité seul garant de la primauté de l'intérêt général sur les intérêts économiques et privatifs.

Pour la FSU il est indispensable aujourd'hui de construire ou reconstruire :

un service public du transport débarrassé de la concurrence pour permettre l'accès à un transport sûr et peu polluant, développé sur tout le territoire, désenclavant des secteurs isolés même s'ils sont jugés non rentables comme notre département.

un service public de l'énergie sorti du marché qui permettrait un contrôle réel des prix

nous manquons de pompiers, leurs équipements sont à changer ou à améliorer. Les incidents de cet été ont aussi démontré qu'une véritable gestion de la forêt est nécessaire et que l'ONF doit retrouver tous les postes supprimés !

le secteur de la santé mérite enfin des mesures concrètes pour le rendre attractif, pour permettre aux soignants d'exercer dans un service public de santé de proximité, qualitatif, humain.

Dans le secteur de l'éducation enfin, trois mois après sa nomination, le nouveau ministre Pap Ndiaye confirme le changement de ton dans ses interventions médiatiques vis-à-vis des personnels des écoles mais aussi des familles. Une **rupture bienvenue tant le mépris de l'ancien ministre n'était plus supportable**.

Pour autant, la politique éducative poursuit la même ligne, le ministre restant tenu par la feuille de route présidentielle et contraint par une ligne budgétaire limitée : resserrement sur les « **fondamentaux** » pilotage par les **évaluations**, généralisation de l’expérimentation marseillaise « une école du futur » comme le nom que le gouvernement lui a donné mais que refuse en bloc toute la profession, managériat calqué sur celui du privé, culture du résultat au détriment des plus fragiles, réformes encore et toujours (celle maintenant du collège, des lycées professionnels) insuffisance de moyens financiers et humains.

Le métier n'attire plus, la crise d'attractivité perdure et se renforce. Cette année, le déficit du nombre de personnes admises au CRPE est arrivé à un niveau jamais atteint.

Notre profession est en souffrance et le semblant de « rentrée normale » n'a pas tenu une journée notamment dans notre département où énormément de remplaçants ont assuré la rentrée dans et devant les classes, des contractuels ont été embauchés.

En plus des postes non pourvus, des démissions prévisibles de stagiaires et contractuels, nous sommes contactés à un niveau assez inédit, par des **collègues en milieu ou fin de carrière qui sont dans une optique de départ** (démission, disponibilité, reconversion professionnelle, rupture conventionnelle...) Les causes de tout cela sont connues : **faiblesse des salaires**, non attractivité et **non reconnaissance professionnelle, limitation des droits, perte de sens** du métier suite aux réformes Blanquer etc...

Ce ne sont pas les recrutements de personnels contractuels, organisés à la va-vite par les rectorats qui permettront d'avoir un ou une enseignante qualifiée devant chaque classe quand bien même un semblant de formation accélérée leur serait assurée. Nos élèves, vos enfants méritent d'avoir en face d'eux des professionnels recrutés par le CRPE ayant bénéficié d'une vraie formation complète et de qualité.

Ce ne sont pas les revalorisations annoncées à grand coup de communication qui sont suffisantes pour redonner l'envie de rejoindre notre métier voire pour de plus en plus de collègues d'y rester.

Enfin, les collègues ne sont pas dupes de l'annonce d'une pseudo concertation dans les établissements qui ils le craignent, comme le segur de la santé, le beauvau de la sécurité, le grenelle de l'éducation accouchera d'une souris.

Les principales annonces tant salariales que pédagogiques faites depuis les élections ne répondent pas aux urgences et font craindre un développement de la concurrence entre les écoles et une division des personnels entre eux. Elles oublient la volonté de lutter contre les inégalités scolaires en cassant le cadre national et en imposant un modèle dont l'objectif n'est pas d'apporter les mêmes moyens à tous et partout.

Ce secteur de l'éducation nécessite un investissement massif au profit des générations à venir, une pause dans des réformes orchestrées sans réelle concertation avec les professionnels, les familles ; Être ambitieux pour l'école publique, c'est bâtir une société durable. La FSU s'y emploie. Redonner du sens à notre métier est une véritable urgence.

Un autre projet est indispensable pour promouvoir enfin un service public de qualité et en particulier de l'éducation respectueux des acteurs et des usagers et redonner du sens à notre métier